

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 04/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON ENERGIES Dijon Sud Péjoces

18 Rue Docteur Quignard
21000 Dijon

Références : 2025-137
Code AIOT : 0005403160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement DIJON ENERGIES Dijon Sud Péjoces implanté 52, Boulevard du Docteur Petitjean DIJON SUD 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a abordé les suites de la visite de 2022 ainsi que les rejets atmosphériques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON ENERGIES Dijon Sud Péjoces
- 52, Boulevard du Docteur Petitjean DIJON SUD 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005403160
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation concernée est une chaufferie biomasse et gaz participant à l'alimentation du réseau de chaleur urbain de Dijon.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.3.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
5	Périodicité des autosurveillances des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 12/10/2020, article 10	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 12/10/2020, article 7	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Nouvelle rubrique ICPE	Décret du 21/07/2021, article annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection de 2022, l'exploitant n'a pas mis en place les actions nécessaires afin

que tout point de la limite de son installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau incendie et que les voies d'accès soient accessibles et carrossables En complément, l'exploitant doit compléter l'auto-surveillance des rejets atmosphériques de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de gaz ou de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le bon d'intervention n°RI20230303-Re du 3 mars 2023 pour le remplacement du détecteur flamme de la fosse 2000 et le nettoyage des 2 autres détecteurs flamme des 2 autres fosses.</p> <p>L'exploitant sous-traite le contrôle des détecteurs de son site. L'inspection a consulté les deux derniers rapports semestriels d'intervention n° 230825152737 du 25/08/2023 et n° 240515154518 du 15/05/2024. Lors de cette opération de maintenance, le sous-traitant procède au test des détecteurs gaz et flamme. Le rapport d'intervention du 25/08/2023 indique « <i>Capteurs RAMPE GAZ usure 85% et 95%--> à prévoir pour 2024</i> ». Le rapport d'intervention du 15/05/2024 fait référence à des changements de cellules sans préciser lesquelles, et n'indique pas explicitement si le changement identifié en 2023 a été réalisé.</p> <p>Il est indiqué dans ces deux rapports d'intervention : « <i>les tests des asservissements - non réalisé à la demande du client</i> ».</p> <p><u>Demande de justificatifs/actions correctives :</u></p> <p>L'exploitant justifiera que les capteurs de la rampe gaz ont été remplacés.</p> <p>L'exploitant intégrera dans les contrôles semestriels un test des asservissements.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise dans son courrier de réponse du 06/07/2023 à la non-conformité n°1 relevée lors de la précédente inspection, que l'actualisation des plans est prévue pour octobre 2023.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan de localisation des risques actualisé. Ce plan n'est ni daté, ni versionné, ce qui ne permet pas de s'assurer que la version utilisée est la version en vigueur. Un plan est également affiché au niveau de l'entrée du site à l'intérieur du bâtiment. Il présente des différences avec le plan présenté par l'exploitant à l'inspection.</p> <p>En complément, l'exploitant a mis en place un affichage des risques sur les portes d'accès aux différents locaux du site.</p> <p><u>Demande d'actions correctives :</u></p> <p>L'exploitant indiquera sur le plan de localisation des risques sa date d'actualisation ainsi que sa version.</p> <p>L'exploitant mettra à jour le plan situé à l'entrée du site.</p> <p><u>Non conformité :</u></p> <p>Le risque incendie n'est pas matérialisé au niveau des locaux abritant les chaudières biomasse et</p>

gaz. L'exploitant a indiqué à l'inspection que certaines portes ont été changées sans que l'affichage soit remis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - de trois poteaux d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé au contrôle des prescriptions relatives à la non-conformité constatée lors de la précédente inspection.</p> <p>Non conformité :</p> <p>L'inspection a constaté que la situation était la même que lors de la précédente visite d'inspection. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un mail du 20 décembre 2024 proposant deux options :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Option 1</u> : installer un poteau incendie privé, au niveau de l'angle Ouest de la chaufferie et installer un portillon d'accès pompier au niveau de la clôture interne au site séparant le

parking véhicules et le stockage de plaquettes.

- Option 2 : installer un poteau incendie privé, au niveau de l'angle Ouest de la chaufferie et installer un portillon d'accès pompier au niveau de la clôture Sud-Est des limites de propriété du site.

L'option 1 ne permet pas de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral car certaines zones de stockages sont éloignées de plus de 100 mètres des poteaux incendie.

L'exploitant indique qu'avec l'option 2 certaines surfaces ne sont pas carrossables (présence d'herbes et d'un fossé).

L'exploitant proposera et réalisera une solution permettant que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau incendie et que les voies d'accès soient accessibles et carrossables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Nouvelle rubrique ICPE

Référence réglementaire : Décret du 21/07/2021, article annexe

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2921

Prescription contrôlée :

Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :

1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :	
a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	(E)
b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	(DC)
2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère	(DC)

Constats :

Au vu des informations données par l'exploitant durant la visite, les installations exploitées ne disposent pas d'un système de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Périodicité des autosurveillances des rejets atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité des autosurveillances des rejets atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contenu de l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2013 susvisé, relatif à l'auto surveillance des rejets atmosphériques, est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après. « Les mesures du tableau ci-dessous portent sur les rejets n° 1 à 6 : [cf. tableau arrêté préfectoral]</p> <p>* la périodicité devient annuelle la deuxième année si les résultats obtenus lors de la première année dans des conditions similaires sont peu dispersés, par ailleurs, ces mesures ne s'appliquent pas pour le gaz naturel</p> <p>** pour le SO₂ provenant d'une installation utilisant du fioul domestique dont la teneur en soufre est connue, non équipée d'un dispositif de désulfuration ou pour le SO₂ provenant d'installation utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites, la surveillance en continu peut être remplacée par une mesure semestrielle. Par ailleurs, aucune surveillance n'est demandée lors de l'utilisation du gaz naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse des fréquences de l'autosurveillance par l'inspection met en évidence des <u>non-conformités (NC)</u> et des <u>remarques (R)</u> :</p> <p><u>Chaudières biomasse CH100, CH200, CH300 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • NC - Les analyses en continu de la température, de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels et de la pression des gaz résiduels ne sont pas réalisées. <p>Les autres fréquences de l'auto-surveillance sont respectées.</p> <p><u>Chaudières gaz CH400, CH500, CH600 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • NC - Les analyses en continu du débit, de la concentration en O₂, de la température, de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels et de la pression des gaz résiduels ne sont pas réalisées. <p>Les autres fréquences de l'auto-surveillance sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Concentrations limites

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2013 susvisé, relatif aux valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :
[cf.tableau arrêté]

Constats :

En complément de la surveillance en continu réalisée par l'exploitant, une autosurveillance est réalisée par une entreprise extérieure accréditée COFRAC. Celle-ci a été réalisée en décembre 2023. L'analyse de cette autosurveillance par l'inspection met en évidence des non-conformités (NC) et des remarques (R) :

Chaudières biomasse CH100 et CH200 :

- **NC** - L'Arsenic (As) n'est pas mesuré seul mais seulement avec le Sélénium (Se) et le Tellure (Te). La concentration en As+Se+Te est toutefois inférieure à la concentration maximale autorisée d'Arsenic.
- **NC** - Le Vanadium (V) et le Zinc (Zn) ne sont pas mesurés.
- **R** - La valeur limite en concentration en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) prise en compte par l'exploitant n'est pas la valeur limite d'émission (VLE) de l'arrêté préfectoral. La VLE de l'arrêté préfectoral n'est pas dépassée.

Lors de cette campagne de mesures, les paramètres analysés des rejets atmosphériques de cette chaudière respectent les valeurs limites d'émissions.

Chaudière biomasse CH300 :

- **NC** - L'Arsenic (As) n'est pas mesuré seul mais seulement avec le Sélénium (Se) et le Tellure (Te). La concentration en As+Se+Te est toutefois inférieure à la concentration maximale autorisée d'Arsenic.
- **NC** - Le Vanadium (V) et le Zinc (Zn) ne sont pas mesurés.

Lors de cette campagne de mesures, les paramètres analysés des rejets atmosphériques de cette chaudière respectent les valeurs limites d'émissions.

Chaudières gaz CH400, 500 et 600 :

- **NC** - L'acide chlorhydrique, l'acide fluorhydrique, les dioxines et l'antimoine ne sont pas mesurés

Lors de cette campagne de mesures, les paramètres analysés des rejets atmosphériques de cette chaudière respectent les valeurs limites d'émissions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois